

## SOUSCRIPTION AU CAPITAL DE SOFICA

(CGI, art. 199 unvicies; BOI-IR-RICI-180; PF 113-5)

Vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt si vous êtes domicilié en France si vous souscrivez au capital initial ou à une augmentation de capital des sociétés de financement d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles (SOFICA) entre le 1.1.2006 et le 31.12.2014. Le capital de la SOFICA doit être agréé par le ministre de l'Économie et des Finances et les œuvres financées doivent être agréées par le président du Centre national du cinéma et de l'image animée.

Les souscriptions sont retenues dans la limite annuelle de **25 % du revenu net global<sup>5</sup> et de 18 000 €**.

① Indiquez le montant des souscriptions versées en 2013. Le total des sommes déclarées lignes 7FN et 7GN sera automatiquement limité à 25 % de votre revenu net global et à 18 000 €.

La réduction d'impôt est égale à **30 %** du montant des souscriptions, éventuellement plafonné. Le taux est porté à **36 %** lorsque la SOFICA s'engage à réaliser au moins 10 % de ses investissements dans des sociétés de production avant le 31.12 de l'année suivant celle de la souscription. Pour l'appréciation du plafond, les souscriptions déclarées case 7GN sont retenues en priorité.

Vous devez conserver les titres de SOFICA jusqu'au 31.12 de la 5<sup>e</sup> année suivant celle du versement de la souscription. Si vous cédez les titres avant cette date, la réduction d'impôt fait l'objet d'une reprise, sauf en cas de décès de l'un des époux ou partenaires de Pacs soumis à une imposition commune.

### À NOTER

Pour l'application du plafonnement global des avantages fiscaux à compter de l'imposition des revenus de 2013, la réduction d'impôt pour souscription au capital de SOFICA et les réductions d'impôt pour investissements outre-mer, ajoutées aux autres avantages dont le montant est limité à 10 000 €, sont soumises à un plafond spécifique de 18 000 € (CGI, art. 200-0 A).

Figure 18. Déclaration n° 2042 C, page 7.

## 7 | RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT (SUITE)

	30 %	36 %
Souscription au capital de SOFICA	7FN <input type="text" value="1"/>	7GN <input type="text" value="1"/>
Intérêts d'emprunt pour reprise de société		7FH <input type="text"/>

5. Le revenu net global est égal au total des revenus nets catégoriels (y compris les revenus taxés au quotient, avant division par le quotient) diminué des déficits des années antérieures, de la CSG déductible et de l'ensemble des charges déductibles, hors abattements spéciaux (enfants rattachés, personnes âgées ou invalides).

## INTÉRÊTS D'EMPRUNT POUR REPRISSE D'UNE SOCIÉTÉ

(CGI, art. 199 terdecies-0 B; BOI-IR-RICI-130; PF 107)

Vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt au titre des intérêts des emprunts contractés jusqu'au 31.12.2011 pour reprendre, en vue d'y exercer des fonctions de dirigeant, une fraction du capital d'une société non cotée sur un marché réglementé français ou étranger.

– Pour les emprunts contractés avant le 28.4.2008, la société doit :

- avoir son siège en France ou dans un État membre de l'Union européenne ;
- être soumise à l'impôt sur les sociétés ou à un impôt équivalent ;
- avoir réalisé un chiffre d'affaires hors taxes inférieur ou égal à 40 millions d'euros ou avoir un total de bilan n'excédant pas 27 millions d'euros au cours de l'exercice précédant l'acquisition. Après l'acquisition, vous devez détenir la majorité des droits de vote et exercer une fonction de dirigeant dans la société reprise.

– Pour les emprunts contractés depuis le 28.4.2008, la société doit :

- avoir son siège en France ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ;
- être soumise à l'impôt sur les sociétés (ou elle y serait soumise si l'activité était exercée en France) ;
- être une PME au sens communautaire : elle emploie moins de 250 personnes et soit réalise un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 50 millions d'euros, soit a un total de bilan annuel n'excédant pas 43 millions d'euros ;
- exercer une activité industrielle, commerciale, artisanale, libérale ou agricole, à l'exception de la gestion de son propre patrimoine mobilier ou immobilier.

Les parts ou actions acquises dans le cadre de l'opération de reprise doivent conférer à l'acquéreur au moins 25 % des droits de vote et des droits dans les bénéfices sociaux. Pour apprécier ce seuil de 25 %, il est tenu compte des titres acquis par :

- l'acquéreur, son conjoint ou partenaire de Pacs et leurs ascendants ou descendants ;
- ou lorsque l'acquéreur est un salarié de la société, par l'acquéreur et les autres salariés participant à l'opération de reprise.

Après l'acquisition, vous-même, ou l'un des autres associés précités, devez exercer une fonction de direction dans la société reprise.

La rémunération que vous percevez au titre de cette fonction doit représenter plus de la moitié de vos revenus professionnels imposés dans les catégories des traitements, salaires et rémunérations des gérants et associés de l'article 62, bénéfices agricoles, bénéfices industriels et commerciaux et bénéfices non commerciaux.